DEPARTEMENT DU VAR

ARRONDISSEMENT DE TOULON

Accusé de réception en préfecture 083-218300986-20201214-20-DCM-DGS-154-AR Date de télétransmission : 21/12/2020 Date de réception préfecture : 21/12/2020

MAIRIE de LE PRADET EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du Conseil Municipal de la Commune de LE PRADET

SEANCE DU 14 DECEMBRE 2020

NOMBRE DE MEMBRES						
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération				
33	33	33				

20-DCM-DGS-154

L'AN DEUX MILLE VINGT & LE 14 DECEMBRE à quatorze heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à huit-clos, dans la salle polyvalente de l'Espace des Arts, sous la Présidence de Monsieur Hervé STASSINOS, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 07 décembre 2020.

OBJET DE LA DELIBERATION: TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE 2021 (TLPE).

PRESENTS: Mmes et MM. Hervé STASSINOS - Valérie RIALLAND - Jean-François PLANES -Cécile CRISTOL GOMEZ - Jean-Michel PEYRATOUT - Bérénice BONNAL - Jean-Claude VEGA -Agnès BIASUTTO - Pascal CAMPENS - Magali VINCENT - Christian GARNIER — Martine CLOPIN - Jacques PAGANELLI -- Serge VENNET - Chantal JOVER - Isabelle ROGER - Jean-Marc ILLICH - Stéphanie ASCIONE - Eric GALIANO - Thomas MICHEL - Cédrick GINER - Emilie ROY—Bernard PEZERY - Marine BRONDINO - Eric JOFFRE - Martine CABOT - Denis TENDIL Armand CABRERA – Lionel RIQUELME – Valérie POZZO DI BORGO.

POUVOIRS: Graziella PIRAS à Eric GALIANO; Marine DESIDERI à Hervé STASSINOS; Patrick ROUAS à Hervé STASSINOS.

ABSENT: Néant

SECRETAIRE de SEANCE : Emilie ROY

DEBUT DE SEANCE: 14h00

Monsieur le Maire de la Ville du Pradet rappelle l'implication de la commune dans le soutien aux commerces de proximité : campagne de communication lors du premier confinement, exonération de la TLPE au titre de 2020, distribution de bons à la population pour des achats auprès des petits commerçants déclarés non essentiels par le gouvernement.

Il est également rappelé à l'assemblée délibérante la délibération du 28 septembre 2008 relative à l'instauration de la TLPE sur le territoire communal. La TLPE s'applique sans exception à tous les supports publicitaires fixes exploités et visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, situés sur l'ensemble du territoire de la commune. On distingue trois catégories de supports : les dispositifs publicitaires, les pré enseignes et les enseignes.

Conformément aux dispositions des articles L.2333-6 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT) portant sur les modalités d'instauration et d'application par le conseil municipal de

20-DCM-DGS-154

Accusé de réception en préfecture 083-218300986-20201214-20-DCM-DGS-154-AR Date de télétransmission : 21/12/2020 Date de réception préfecture : 21/12/2020

la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE), les tarifs peuvent être relevés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année (article L.2333-12 du même code).

La délibération du Pradet ne spécifiant pas l'indexation des tarifs à l'évolution de l'indice INSEE, il est nécessaire de procéder à la prise d'une nouvelle délibération.

Pour rappel, les tarifs de droit commun sont les tarifs maximaux figurant au B de l'article L.2333-9 du CGCT. Ces tarifs varient selon la nature du support et la taille de la collectivité.

VU l'article 171 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de Modernisation de l'Economie,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2333-6 à L.2333-16 et R.2333-10 à R.2333-17.

VU le Décret n°2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la taxe locale sur la publicité extérieure,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 28 septembre 2008 fixant les modalités de la TLPE sur le territoire communal,

CONSIDERANT que le taux de variation applicable à la TLPE pour 2021est fixé à +1,5 % (source INSEE)

CONSIDERANT que le tarif de base par m² appliqué à un support ne peut augmenter de plus de 5 € d'une année sur l'autre (article L.2333-11 du CGCT).

Le conseil municipal après en avoir délibéré, décide :

- **DE MAINTENIR** l'exonération de plein droit des enseignes dont la superficie totale cumulée est inférieure ou égale à 7m²;
- DE FIXER le tarif de référence à 16.20 €/m²:
- **DE DIRE** que les tarifs seront augmentés chaque année sur la base des taux de variation de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième,
- DE FIXER les tarifs pour 2021 à :

Enseignes			Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports non numériques)		Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports numériques)	
Superficie ≤ à 12m²	Superficie entre 12m ² et 50m ²	Superficie > à 50m²	Superficie ≤ à 50m²	Superficie > à 50m²	Superficie ≤à 50m²	Superficie > à 50m ²
16.20 €/m²	32.40 €/m²	64.80 €/m²	16.20 €/m²	32.40 €/m²	48.60 €/m²	97.20 €/m²

- **DE DONNER** tous pouvoirs au Maire pour prendre toutes les mesures nécessaires au recouvrement de cette taxe ;
- DE CHARGER le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

L'exposé mis aux voix est adopté à L'UNANIMITE.

33 voix POUR

Ainsi fait les jour, mois et an que dessus, Au registre sont les signatures.

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE

LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr).
- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.

Signé : Le Maire, Monsieur Hervé STASSINOS

